



Evaluation des diplômes Masters – Vague A

ACADÉMIE : BORDEAUX

Établissement : Université Bordeaux 4-Montesquieu

Demande n° S3110051382

Domaine : Droit, économie, gestion

Mention : Affaires politiques et internationales

Présentation de la mention

Intitulée « Affaires politiques et internationales », cette mention est une des deux mentions proposées par l'IEP de Bordeaux, la seconde portant sur l'administration et la gestion des organisations.

Elle offre quatre spécialités distinctes dès le M1 :

-« Relations Internationales » (2 parcours « Politique internationale » l'un professionnel, l'autre recherche).

-« Gouvernance européenne et politique comparée » (2 parcours : « Carrières européennes » et « Comparer les gouvernements, les institutions et les territoires »).

-« Gestion des risques et développement » (5 parcours : « Géo-économie appliquée », « Gestion des risques dans les pays du Sud », « Politique et développement dans les pays du Sud », « Intégration européenne et développement global », « Dynamiques africaines »).

-« Communication » (3 parcours : « Journalisme », « Affaires publiques et représentation des intérêts », « Communication publique et politique »).

Avis condensé

● Avis global :

Cette mention est de qualité grâce à la conception générale des spécialités proposées, l'adossement scientifique à deux UMR de très bon niveau (SPIRIT et CEAN), la variété et la qualité des partenariats tant internationaux que nationaux, la qualité et la diversité des intervenants professionnels.

On doit néanmoins s'interroger sur le degré d'ouverture aux étudiants issus d'autres formations que l'IEP de Bordeaux, la faiblesse des informations chiffrées données sur les effectifs des différents parcours gêne beaucoup de plus l'appréciation de la pertinence de leur nombre comme, plus généralement, l'évaluation de ce dossier. Par ailleurs, cette mention de master est caractérisée par une spécialisation très précoce entre spécialités voire entre parcours. N'est-il vraiment pas possible de l'atténuer, en augmentant la mutualisation de certains enseignements en M1 ?

● Points forts :

- L'adossement scientifique à deux UMR de très bon niveau (SPIRIT et CEAN).
- La variété et la qualité des partenariats tant internationaux que nationaux - même s'il n'est guère possible d'identifier le nombre d'étudiants étrangers qui suivent certains cursus.
- Les liens avec les milieux professionnels.



- Points faibles :
 - Une architecture dont il est difficile d'évaluer la pertinence, compte tenu de l'absence de données sur les perspectives de recrutement - ainsi que sur l'origine des étudiants. En particulier, le nombre de parcours n'est-il pas trop élevé ? La spécialisation n'est-elle pas trop précoce ?
 - Trop peu d'ouverture à la formation continue et/ou en alternance.
- NOTATION GLOBALE (A+, A, B ou C) :A
- Recommandations pour l'établissement :
 - Mutualiser davantage les enseignements.
 - Mieux connaître les flux et les taux de réussite passés et anticipés par spécialité.
 - Expliciter la distribution des ECTS entre les enseignements.

Avis détaillé

1 ● OBJECTIFS (scientifiques et professionnels) :

Au plan scientifique, ce master entend dispenser une solide formation fondamentale en sciences sociales et appuyer sur les domaines de recherche privilégiés des UMR CNRS/IEP d'adossement : l'action publique, la gouvernance des collectivités, les relations internationales, les pays du Sud.

Au plan professionnel, ce master vise le développement des compétences en matière de communication écrite et orale en s'appuyant sur des connaissances disciplinaires de science politique et de sociologie politique. Son approche pluridisciplinaire est présentée comme permettant de former des cadres et/ou des experts maîtrisant les grands enjeux politiques contemporains. Les débouchés professionnels envisagés sont la recherche, l'expertise et des tâches de conception et d'encadrement de projets dans des organismes publics ou para-publics, dans des collectivités locales ou dans des entreprises privées.

Ces objectifs peuvent être considérés comme assez généraux. En même temps, ils correspondent à un des atouts des Instituts d'Etudes Politiques, à savoir proposer une formation généraliste ouvrant des débouchés professionnels de haut niveau mais pouvant être de nature assez différente.

2 ● CONTEXTE (positionnement, adossement recherche, adossement aux milieux socio-professionnels, ouverture internationale) :

Cette mention est une des deux mentions de l'IEP de Bordeaux ; l'autre étant tournée vers l'administration et la gestion des organisations, cela devrait éviter des chevauchements importants. La logique pluridisciplinaire et internationale de cette formation est présentée comme relativement absente de l'offre de formation régionale comme nationale. En particulier, l'approche pluridisciplinaire de l'analyse politique ne se trouverait que dans les IEP. Mais c'est méconnaître un certain nombre d'évolutions récentes au terme desquelles la pluridisciplinarité est désormais introduite dans beaucoup de masters.

Cette mention est adossée aux UMR CNRS/IEP SPIRIT et CEAN dont le dossier pourrait mieux identifier les spécialités. Elle entend mettre à profit le réseau des anciens élèves diplômés de l'IEP et plus récemment les diplômés des masters. Si la majorité des intervenants viennent de la région, les parcours font aussi appel à des intervenants ponctuels venus de Paris voire de Bruxelles. Le dossier mentionne des jeux de simulation et des études de cas avec restitution sous forme de soutenance devant un jury.

Cette mention bénéficie de nombreux liens qu'entretiennent ses diverses spécialités avec d'autres établissements régionaux, français ou étrangers : Institut des Sciences de l'Information et de la Communication (ISIC) de l'Université Bordeaux 3, Ecole de Management (BEM), cycle délocalisé de l'IEP de Paris à Poitiers, Université Libre de Bruxelles, Université Laval de Québec, Washington State University, Université de l'amitié des peuples de Moscou. L'ouverture internationale apparaît donc importante.

3 ● ORGANISATION GLOBALE DE LA MENTION (structure de la formation et de son organisation pédagogique, politique des stages, mutualisation et co-habilitations, responsable de la formation et équipe pédagogique, pilotage de la formation) :

Cette mention comporte 4 spécialités distinctes dès le M1 et 12 parcours ; 6 de ces parcours sont désignés comme professionnels, 2 comme parcours de recherche, 4 comme indifférenciés. Ces 12 filières, largement distinctes,



semblent assez étanches. La contrepartie de cette structuration forte est sa grande lisibilité globale. L'attribution d'ECTS n'est pas repérable dans le dossier.

La maquette de M1 ne prévoit pas de stage obligatoire mais il est indiqué que beaucoup d'étudiants font un stage d'observation entre le M1 et le M2 - sans que soit donnée aucune information sur la nature de ces stages ni d'indication chiffrée. Au demeurant, seule la spécialité « Gouvernance européenne et politique comparée » les mentionne ensuite dans la description des cursus. Les étudiants réalisent en M2 un stage que le dossier indique comme durant au moins 6 mois, alors qu'il est précisé dans certains parcours qu'il est au minimum de 4 mois. Ce stage donne lieu à la rédaction d'un rapport et, pour certains parcours, à une soutenance. Il est indiqué que « les étudiants de l'IEP peuvent bénéficier d'un suivi personnalisé ».

Le dossier met l'accent sur le tronc commun important à l'intérieur de la mention. En fait, il ne représente que 30% des coefficients du M1. La conférence de méthode commune de la spécialité ne pèse de son côté que pour 20%. C'est dire que la moitié des enseignements sont, dès le M1, propres à chaque parcours même si certains sont parfois mutualisés au sein de la spécialité. Le dossier indique que les conférences de méthodes des spécialités RI et GRD sont communes - mais il faut ajouter qu'elles sont de trois types différents en GRD. En M2, au niveau de la mention, le tronc commun disparaît largement et rares sont les enseignements mutualisés entre parcours, même au sein d'une même spécialité - le dossier gagnerait cependant à être clarifié sur ce point.

Des co-habilitations avec Bordeaux 3 et 4 sont indiquées. L'équipe pédagogique qui anime cette mention est structurée autour d'enseignants-chercheurs fréquemment réputés dans leur domaine de compétence. Ils relèvent de la science politique, mais aussi de disciplines connexes en fonction de l'objet des différentes spécialités.

Au vu du dossier, le recrutement des étudiants semble très largement réservé aux élèves de l'IEP de Bordeaux. Les fiches d'autoévaluation semblent indiquer que ce n'est pas le cas. Mais il est difficile d'avoir une vision précise de la situation dans ce domaine (voir infra). Le dossier ne mentionne pas de conseil de perfectionnement.

4 • BILAN DE FONCTIONNEMENT (origines constatées des étudiants, flux, taux de réussite, auto-évaluation, analyse à 2 ans du devenir des diplômés, bilan prévisionnel pour la prochaine période) :

Ce qui est dit de l'origine des étudiants dans le dossier semble aboutir à cantonner pour l'essentiel le recrutement du M1 à la région Aquitaine. En fait, les dossiers d'autoévaluation indiquent que ce n'est pas le cas, mais d'une façon pour le moins à préciser : « Cette mention comprend beaucoup d'étudiants inscrits dans le diplôme de l'IEP, ce qui implique un recrutement national ». De plus, la situation est variable selon les anciennes mentions, désormais recomposées - ce qui rend bien difficile un jugement sur la maquette proposée.

Aucune information n'est fournie dans la fiche mention sur les flux ni sur les taux de réussite. Il y a là une lacune majeure du dossier qui constitue un obstacle considérable à l'évaluation de la pertinence de l'architecture proposée, du nombre de parcours et de spécialités. Seules les fiches d'autoévaluation comportent quelques chiffres sur le nombre global d'étudiants qui fréquentaient les trois anciennes mentions du master et leurs taux de réussite. Mais la recombinaison des spécialités et des parcours rend le lien avec les filières proposées difficile à établir.

Le dossier met en avant « un fort taux de satisfaction des étudiants » du M1 au vu des enquêtes d'évaluation des enseignements. Pour les M2, une évaluation en ligne par les étudiants dans le cadre de l'IEP est prévue pour 2010.

Pour la promotion 2006, deux ans après l'obtention de leur diplôme, plus de 90% des étudiants sont engagés dans un emploi. D'une façon générale, les diplômés de ce master paraissent n'avoir guère de difficulté à trouver un débouché sur le marché du travail, même s'il semble y avoir des différences substantielles d'un cursus à l'autre.

Une fois de plus, aucun élément quantifié n'est fourni en termes de flux attendus, ni concernant le devenir des étudiants susceptibles de suivre ce master et ses différentes spécialités.

Avis par spécialité

Communication

- Avis :

Cette offre de formation apparaît cohérente et bien positionnée. Elle permet de mutualiser un certain nombre d'enseignements pour des étudiants auxquels sont ouverts trois parcours : *Communication publique et politique*, *Affaires publiques et représentation des intérêts* et *Journalisme*. Cette spécialité bénéficie de partenariats extérieurs (Université Laval, Institut des Sciences de l'Information et de la Communication de Bordeaux 3). Les taux d'insertion professionnelle semblent très satisfaisants.

- Points forts :

- Des enseignements adaptés aux objectifs poursuivis.
- L'appui d'une UMR dont un des axes rejoint certains cours dispensés.
- La possibilité ouverte d'opter finalement pour l'entrée immédiate dans la vie active ou pour la recherche par le choix offert en S4 entre un stage et un mémoire de recherche dans deux parcours.

- Points faibles :

- Faute d'information précise, on peut s'interroger sur le recrutement trop fermé, avec une place excessive accordée aux étudiants de l'IEP de Bordeaux.
- Pour le parcours journalisme, le taux de réussite dont il est fait état pourrait autoriser un assouplissement de la sélection à l'entrée.
- La coopération avec l'université Laval de Québec est présentée comme remise en cause dans la fiche d'autoévaluation, alors qu'elle figure dans la maquette proposée. Dans ce cas, il faudrait reconfigurer totalement le S3.

- Recommandations pour l'établissement :

- Eclaircir l'avenir de la coopération avec l'université Laval de Québec, s'interroger sur son opportunité et en tirer les conséquences pour le S3.
- Ouvrir peut être davantage cette spécialité à des étudiants issus d'universités de la région ou d'universités et d'IEP implantés dans d'autres régions.

- NOTATION (A+, A, B ou C) : A

Gouvernance européenne et politique comparée

- Avis :

Il s'agit d'une formation d'excellent niveau, reposant sur l'intervention de certains des meilleurs spécialistes des questions étudiées. D'autre part, l'internationalisation est particulièrement précoce et développée pour le parcours « Comparative Governmental Institutions and Territories ». Les coopérations avec Bordeaux 3 enrichissent également la palette des enseignements offerts aux étudiants du parcours « Carrières européennes ». Enfin, l'intervention croisée dans ce même parcours de professionnels dans le cadre de séminaires et des chercheurs du laboratoire SPIRIT est de nature à offrir à la fois une formation adaptée aux métiers préparés et un recul critique pertinent.

- Points forts :

- L'appui du laboratoire SPIRIT dont le premier des trois axes de recherche a le même intitulé que cette spécialité.
- Une internationalisation poussée pour le parcours COGITER.
- Un choix retardé au maximum pour les étudiants du parcours « Carrière européennes » entre formation professionnelle ou à la recherche, selon qu'ils choisissent un stage ou la rédaction d'un mémoire.



- Point faible :
 - Il est impossible d'évaluer le recrutement attendu extérieur à l'IEP.
- Recommandation pour l'établissement :
 - Vérifier que cette formation de grande qualité est bien ouverte aux étudiants de l'ensemble du territoire national.
- NOTATION (A+, A, B ou C) : A+

Relations internationales

- Avis :

Cette spécialité vise à former des experts dans l'analyse des relations internationales et des chercheurs en relations internationales ; elle dispense donc principalement dans cette perspective des enseignements de science politique et secondairement de droit. Elle est appuyée sur un laboratoire de grande qualité, l'UMR SPIRIT, dont les relations internationales constituent d'ailleurs une des spécialités. Une part significative des enseignements est par ailleurs assurée par des professionnels dans le cadre de séminaires. Les coopérations extérieures sont poussées.

- Points forts :
 - Forte présence de membres (enseignants-chercheurs et chercheurs) du laboratoire SPIRIT pour lequel l'analyse des relations internationales constitue un des axes de recherche.
 - Forte participation de professionnels, notamment spécialistes de questions de défense.
- Points faibles :
 - Que les deux parcours de cette spécialité portent le nom de politique comparée alors que la spécialité est baptisée « Relations internationales » ne concourt pas à la lisibilité de l'ensemble.
 - Un cours d'histoire des relations internationales assuré par un historien pourrait être utile à ce parcours comme d'ailleurs à d'autres.
- Recommandations pour l'établissement :
 - Mettre en adéquation les intitulés de la spécialité et des deux parcours.
 - Vérifier que cette formation de grande qualité est bien ouverte aux étudiants de l'ensemble du territoire national.
- NOTATION (A+, A, B ou C) : A+

Développement et gestion des risques

- Avis :

Cette formation visiblement de bon niveau, conjugue des enseignants d'origines diverses : IEP, CEAN, Université Bordeaux IV, Bordeaux III, Université de l'Amitié des peuples de Moscou. Tels qu'ils semblent conçus, les cours sur la gestion des risques sont novateurs et donnent une coloration originale à cette spécialité. Néanmoins, la spécificité de certains parcours n'est pas évidente.

- Points forts :
 - Intervention d'enseignants d'origines diverses : IEP, CEAN, Université Bordeaux IV, Bordeaux III, Université de l'Amitié des peuples Moscou.
 - Cours novateurs de gestion des risques.
- Points faibles :
 - Lisibilité limitée d'une spécialité à 5 parcours qui croise en fait deux dimensions (gestion des risques et aires culturelles).
 - Un libellé un peu trompeur pour le parcours « Intégration européenne et développement global », qui porte en fait largement sur le monde russe.



- Un recrutement extérieur attendu des étudiants impossible à évaluer.

- Recommandations pour l'établissement :
 - Améliorer la lisibilité des différences entre les parcours de la spécialité.
 - Modifier le libellé de la spécialité « Intégration européenne et développement global » pour le rapprocher de son contenu réel.
 - Vérifier que cette formation de grande qualité est bien ouverte aux étudiants de l'ensemble du territoire national.

- NOTATION (A+, A, B ou C) : A